

Nouvelles d'Avril 2018

Numéro 101

Ecrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Le *New York Times* a obtenu 15 000 documents internes de l'État islamique (EI), dont au moins deux CD-ROM, provenant de sites de batailles récents en Irak, principalement autour de Mossoul. Certains venaient des bureaux, d'autres des magasins ou des porte-documents abandonnés. Le journaliste a reçu les documents lors de cinq voyages en Irak en un peu plus d'un an. Elle a dit que son équipe "a soulevé les matelas et a tiré les têtes de lit," "a fouillé les armoires, a ouvert les armoires de la cuisine, a suivi les escaliers jusqu'au toit et a scruté les sols."

Justifiant la saisie des sources, elle a écrit: "Les forces de sécurité irakiennes ont presque toujours accompagné notre équipe. Ils ont ouvert la voie et ont donné la permission de prendre les documents. Avec le temps, les troupes qui nous escortaient devenaient nos sources et, à leur tour, elles partageaient ce qu'elles trouvaient, augmentant notre cache de centaines de records."
<https://www.nytimes.com/interactive/2018/04/04/world/middleeast/isis-documents-mosul-iraq.html>

Après la publication de l'article du *Times* sur les "dossiers ISIS", *Al Jazeera* a publié un éditorial de l'écrivain irakien Sinan Antoon intitulé "Comment le *NYT* a participé au pillage de l'Irak". Il a affirmé que les documents appartenaient aux Irakiens: "Pourquoi ont-ils été privé de documents contenant des preuves de crimes commis contre eux?" <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/nyt-partook-plunder-iraq-180424100839509.html>

C'est une situation compliquée sur le plan archivistique. De qui sont ces documents? Qui avait le pouvoir de les donner au *Times*? Quelle utilisation en sera faite? Quels sont les intérêts dans le sort à long terme des documents? A quelle histoire appartiennent-ils?

En vertu de la common law aux États-Unis, n'importe qui peut prendre des biens abandonnés. Les journalistes du *Times* ont probablement fonctionné sous cette hypothèse. Je ne sais pas si la loi irakienne couvre les biens abandonnés ou, si c'est le cas, ce qu'elle dit. Cependant, les forces de sécurité qui ont accompagné l'équipe du *Times* auraient dû connaître leur propre loi ainsi que les restrictions de propriété dans les lois de la guerre. Et même s'ils ne l'ont pas fait, ce sont des officiers du gouvernement irakien; par conséquent, le gouvernement avait connaissance de l'existence des matériaux et avait le contrôle effectif de ces matériaux ou aurait pu choisir de les garder. Les forces de sécurité doivent avoir compris que ces matériaux pourraient être utilisés dans les procès des participants à l'EI. Ils n'avaient pas l'autorité pour donner les matériaux.

Etant donné les lieux recherchés, il est probable que des documents personnels et, peut-être, des documents d'affaires privés se trouvent parmi les matériaux saisis. Si c'est le cas, ils ont probablement été laissés derrière par des gens fuyant les destructions qui espéraient les récupérer un jour. N'étant pas vraiment "abandonnés", ils ne devraient pas devenir la propriété personnelle de celui qui les a trouvés.

La destruction causée par l'EI en Irak est catastrophique. Les records sur la façon dont le pays a été administré et la violence contre la population sont une partie essentielle de l'histoire de l'Irak. Ils doivent être retournés en Irak. Si ce sont des documents personnels ou des records d'affaires privés récupérés dans le processus, ils devraient être retournés à la personne ou à la famille ou au propriétaire de l'entreprise, et non au gouvernement.

Décider quand et à qui renvoyer les archives est une étape importante. L'Irak possède des archives nationales qui fonctionnent; cependant, si les documents IS doivent être utilisés dans des affaires pénales, les archives judiciaires ou de poursuite devraient être suffisamment solides et stables pour traiter ces dossiers sensibles. Le document de travail du Conseil International des Archives intitulé «Principes de base sur le rôle des archivistes et des gestionnaires de documents pour la Défense des droits de l'homme» indique, au principe 18:

Les institutions et les archivistes doivent coopérer avec les institutions et les particuliers d'autres pays pour gérer et régler les revendications concernant des contentieux portant sur des archives déplacées, dans un esprit d'impartialité et de respect mutuel. Si le retour de ces archives déplacées risque d'entraîner leur destruction, leur utilisation à des fins répressives ou la mise en danger des personnes dont les activités sont reflétées dans les archives, le retour devra être différé.

Jusqu'à ce qu'une institution irakienne appropriée et sûre soit identifiée pour recevoir les documents, le report est un choix raisonnable. Pendant ce temps, toutefois, les documents devraient être conservés par une partie neutre dans un dépôt refuge.

Pour une plus longue version de ce commentaire, voir <https://www.trudypeterson.com/blog/>

Nouvelles HRWG. Le GTDH est inquiet au sujet des menaces qui pèsent sur les Archives Historiques de la Police Nationale (AHPN) du Guatemala. Fin 2017, le ministère de la Culture et des Sports a ordonné la "suspension" du projet de travail à l'AHPN mais a accepté par la suite de payer les membres du personnel jusqu'en juin. *Prensa Comunitaria* a déclaré que les archives sont "dans une crise qui met en danger ses installations et ses informations" <http://www.prensacomunitaria.org/el-ministerio-de-cultura-y-deportes-quiere-cerrar-el-archivo-historico-de-la-policia-nacional/> Le Réseau des sites de mémoire d'Amérique latine et des Caraïbes (RESLAC), qui travaille par l'intermédiaire de *Memoria Abierta* en Argentine, organise une campagne de pétitions pour soutenir l'AHPN. Les instructions sont: Envoyer les lettres de soutien sous le sujet "SOUTENIR AHPN", avec un texte dans le format suivant: Nom complet - position / représentation - institution - pays aux adresses suivantes: [:acaniza@memoriaabierta.org.ar](mailto:acaniza@memoriaabierta.org.ar) and gporras@memoriaabierta.org.ar

Nouvelles Internationales.

Ligue Arabe La Ligue des États arabes a choisi la Libye comme membre permanent du Comité exécutif de la stratégie commune arabe pour restaurer les archives arabes pillées, expropriées et transférées aux anciennes puissances coloniales étrangères", a rapporté *Infosplusgabon*. Le Centre libyen pour les Archives et les études historiques a demandé aux citoyens de contacter le Centre s'ils ont la preuve que les archives ont été retirées du pays pendant et après 2011. <http://www.infosplusgabon.com/index.php/actualites/submenu-1/12520-la-libye-elue-membre-du-comite-de-la-ligue-arabe-charge-de-la-restitution-des-archives>

Cour pénale internationale (CPI). Le Procureur a demandé aux juges de la CPI "de se prononcer sur la question de savoir s'il a juridiction sur les expulsions de personnes Rohingya du Myanmar vers le Bangladesh, en tant que crime contre l'humanité", a rapporté *Reuters*. Si le Procureur procède, une grande variété de preuves documentaires lui sera disponible. <https://www.reuters.com/article/us-icct-rohingya/war-crimes-prosecutor-seeks-jurisdiction-over-rohingya-deportations-idUSKBN1HG30I>

En mars 2016, la Cour a déclaré Jean-Pierre Bemba coupable de meurtre et de viol (crimes contre l'humanité et crimes de guerre) et de pillage en tant que crime de guerre en République centrafricaine. En octobre 2016, il a également été reconnu coupable d'avoir donné de faux témoignages et d'avoir influencé de manière corruptrice des témoins lors de son procès et a reçu une amende de 300 000 euros. En mars 2018, la cour d'appel confirma cette dernière condamnation mais ordonna à la chambre de première instance de déterminer de nouvelles peines. En prévision de la nouvelle audience de détermination de la peine, les avocats de Bemba "cherchent à avoir accès à tous les documents confidentiels liés à ses actifs et à sa situation financière qui sont en la possession du greffe", a rapporté *International Justice Monitor*. Le Procureur s'y oppose, affirmant que la CPI enquête toujours sur les biens de Bemba, à la fois pour recouvrer les "droits substantiels" qu'il doit à la Cour pour ses frais juridiques et "pour s'assurer que les biens de Bemba sont préservés" et "disponibles pour les réparations" à plus de 5000 victimes reconnues dans l'affaire. <https://www.ijmonitor.org/2018/04/bemba-seeks-access-to-confidential-icc-records-on-his-financial-status/>

Cour internationale de justice (CIJ). En décembre 2008, le Belize et le Guatemala ont signé un accord prévoyant des référendums dans chaque pays pour décider de porter leur différend frontalier devant la CIJ (le Guatemala revendique environ la moitié du territoire du Belize). Le Guatemala a organisé son référendum le 15 avril; moins de 10% des électeurs ont participé, mais plus de 95% d'entre eux ont approuvé le fait de déposer le dossier devant la CIJ, a rapporté *Telesur*. Belize a déclaré qu'il votera en 2019.

https://www.telesurtv.net/english/news/Guatemalans-Vote-Yes-for-ICJ-Resolution-of-Belize-Dispute-20180416-0004.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=9

Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux (MICT). La Cour a partiellement annulé l'acquittement de Vojislav Seselj pour "incitation aux crimes avec des discours nationalistes qu'il a prononcés dans la région de Voïvodine en Serbie pendant la guerre en 1992", a rapporté *BIRN*. C'est "la première condamnation par un tribunal international pour avoir incité à commettre des crimes en utilisant des discours dans l'ex-Yougoslavie" http://www.balkaninsight.com/en/article/vojislav-seselj-hague-tribunal-war-crimes-appeal-verdict-04-11-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=28707dcca-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-28707dcca-319755321

Nouvelles générales/du monde

Records du monde des affaires. La Cour suprême des États-Unis a statué que les victimes d'attentats terroristes survenus entre 1995 et 2005 en Israël, en Cisjordanie et à Gaza ne peuvent pas utiliser le *Statut Alien Tort* pour poursuivre Arab Bank, qui possède une filiale américaine. Les plaignants soutenaient que la "banque tenait des comptes pour des terroristes connus, acceptait des dons dont elle savait qu'ils serviraient à financer le terrorisme et distribuait des millions de dollars aux familles de kamikazes". Le blog *SCOTUS* a déclaré: "La décision va certainement stopper des efforts, souvent controversés, par des plaignants étrangers pour tenir des sociétés étrangères responsables devant les tribunaux américains des violations des droits de l'homme à l'étranger." <http://www.scotusblog.com/2018/04/opinion-analysis-court-bars-lawsuits-against-foreign-corporations-under-alien-tort-statute/>

La Société Radio-Canada et plusieurs organisations non gouvernementales ont interjeté appel devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, au Canada, pour que ces documents soient divulgués dans une affaire intentée par des communautés équatoriennes contre Chevron Corporation, une société pétrolière américaine. En 2011, un tribunal équatorien a jugé que Chevron était responsable de la pollution délibérée de l'Amazonie et de la destruction de l'environnement et de nuire à la santé. Chevron n'exerce actuellement aucune activité en Équateur et tente de forcer Chevron à payer ses actifs aux États-Unis, ce qui a conduit les Équatoriens à demander des réparations à Chevron Canada. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, juin 2015, août 2016 et janvier 2017. <https://amazonwatch.org/news/2018/0405-record-environmental-judgement-moves-to-ontario-superior-court-in-toronto>; <http://www.cbc.ca/news/canada/chevron-lawsuit-ecuador-environment-rights-1.4619170>

Le Liberia a ouvert une enquête sur l'achat par ExxonMobil de "Bloc 13 corrompu", a rapporté *Global Witness*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2018. https://www.globalwitness.org/documents/19344/Liberia_investigation_announcement_March312018.jpg

Depuis les années 1970, les experts en santé publique craignent que Nestlé ne commercialise des préparations pour nourrissons dans les pays à faible revenu où l'eau contient souvent des agents pathogènes mortels (la poudre est mélangée à de l'eau pour nourrir les bébés). Fin mars, le *National Bureau of Economic Research*, une organisation non gouvernementale américaine, a publié un rapport intitulé "Mortalité de la commercialisation des préparations pour nourrissons par Nestlé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire". Les chercheurs ont comparé "les données spécifiques de chaque pays avec celles des rapports annuels de Nestlé ... avec un échantillon de 2,48 millions de naissances dans 46 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire". Ils ont découvert que la disponibilité de la formule "augmentait la mortalité infantile de 9,4 pour 1000 naissances" dans ces pays et que "l'eau sale servait de vecteur pour la transmission des agents pathogènes transmis par l'eau aux nourrissons." http://www.nber.org/papers/w24452?utm_campaign=ntw&utm_medium=email&utm_source=ntw&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=9641c71303-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-9641c71303-149736437

Les autorités douanières belges ont intenté des poursuites contre trois sociétés, un directeur général et un directeur pour l'exportation de produits chimiques en Syrie et au Liban sans licence d'exportation appropriée et en violation des sanctions de l'Union européenne de 2014, a rapporté l'ONG *bellingscat*. Utilisant les informations de la base de données Comtrade des Nations Unies, les demandes d'accès à

l'information et les procédures judiciaires, les Archives syriennes et le magazine *Knack* ont rapporté que les entreprises belges “ont exporté 96 tonnes d'isopropanol, un précurseur du sarin en Syrie entre 2014 et 2016” <https://www.bellingcat.com/news/mena/2018/04/18/belgium-illegally-shipped-96-tonnes-sarin-precursor-syria/>;

Lors d'une session organisée par la Chambre de commerce de l'Inde, les historiens des affaires ont plaidé pour l'importance des archives commerciales et de l'histoire”, a rapporté *News18*. Tirthankar Roy a déclaré: “Si l'histoire n'est pas étayée par des preuves, la mythologie pourrait émerger” et Geoffrey Jones a souligné que “les chefs d'entreprise devraient apprendre de l'histoire et de leurs rôles en politique” et “l'importance des mémoires pour comprendre pourquoi quelque chose a marché, tandis que d'autres ont échoué.” <https://www.news18.com/news/india/if-history-is-not-backed-by-evidence-mythology-emerges-1732833.html>

Climat. Des chercheurs irlandais ont produit “une carte interactive des vagues extrêmes autour de l'Irlande” datant de 14 680 ans, a rapporté *Cosmos*. En plus de l'évaluation géologique, l'équipe a utilisé “des articles de journaux, des documents historiques, des rapports scientifiques, des bases de données et des données provenant de divers dispositifs d'enregistrement océanique comme les bouées marémotrices et les marégraphes” <https://cosmosmagazine.com/geoscience/irish-researchers-produce-15-000-year-wave-map>

Archives médicales. Un rapport dans le *Journal de l'American Medical Association* a constaté que l'utilisation du charbon, du charbon de bois et du bois pour cuisiner et chauffer les maisons en Chine rurale crée “des risques significativement plus élevés de mortalité cardiovasculaire et de mortalité” car ces carburants “génèrent une grande quantité de polluants tels que les particules fines.” L'étude a été fondée sur l'étude de 271 217 adultes de 5 zones rurales entre juin 2004 et juillet 2008 avec un suivi des décès jusqu'au 1er Janvier 2014. Parce que des millions de personnes dans le monde utilisent de tels carburants pour cuisiner et chauffer les maisons, l'étude a une signification mondiale. https://jamanetwork.com/journals/jama/article-abstract/2677446?resultClick=1&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=9641c71303-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-9641c71303-149736437&redirect=true

Utilisant les statistiques de la base de données des patients hospitaliers de 2013-14 et 2014-15 du Royaume-Uni, qui contient des informations sur tous les patients admis dans les hôpitaux du *National Health Service*, et l'extraction d'un large groupe de personnes âgées de 75 ans et plus ayant quitté l'hôpital, les chercheurs ont créé un modèle des caractéristiques relatif à la fragilité que les personnes âgées montrent. L'étude a été publiée dans *The Lancet*; les chercheurs affirment que le modèle, appelé “score de risque de fragilité hospitalière”, fournira aux hôpitaux et aux systèmes de santé un moyen systématique et peu onéreux de dépister la fragilité et d'identifier un groupe de patients présentant un risque accru de résultats indésirables et pour qui une approche attentive à la fragilité pourrait être utile.” [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)30668-8/fulltext?elsca1=etoc](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)30668-8/fulltext?elsca1=etoc)

Vie privée. Google a gagné un procès et en a perdu un autre dans le cas du “droit à l'oubli” au Royaume-Uni. Deux hommes ont demandé à Google de supprimer les liens vers des condamnations de crimes passés, et le juge a ordonné le retrait dans une affaire et a rejeté la demande dans l'autre. *BBC News* a rapporté que le juge a expliqué la différence dans les décisions en disant que l'un des hommes avait continué à “tromper le public” tandis que l'autre avait “montré des remords” <http://www.bbc.com/news/technology-43752344>

La police en Californie a comparé l'ADN recueilli sur une scène de crime de 1980 avec des données ADN sur le site de généalogie GEDmatch. Les résultats les ont amenés à des parents éloignés, créant “un groupe de suspects potentiels sous le même arbre généalogique que les enquêteurs finirent par restreindre” au suspect, qui a été arrêté, a rapporté *STAT*. La révélation que l'information ADN sur le site Web d'une entreprise peut être utilisée par les forces de l'ordre déclenche un débat sur la vie privée, les défenseurs de la vie privée disant que partager l'information génétique d'un client avec les forces de l'ordre représentent un cas orwellien de rupture.” https://www.statnews.com/2018/04/26/genealogy-golden-state-killer-privacy/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=dde7cddac6-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-dde7cddac6-149736437

Réfugiés. Pour calculer la durée de l'exil, les chercheurs de la Banque mondiale ont utilisé la base de données statistiques sur les populations compilée et tenue à jour par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui enregistre le nombre de personnes d'intérêt chaque année depuis 1951 et pour chaque situation (“une” situation "est une paire de pays d'accueil et d'origine, par exemple

le Bangladesh et le Myanmar). Ils ont exclu les personnes relogées dans le même pays et les réfugiés palestiniens qui ne sont pas sous la protection du HCR. Ils ont noté que la crise actuelle des réfugiés est la deuxième depuis 1951 et qu'elle est mondiale, avec une durée moyenne d'exil "d'environ 10,3 ans à la fin de 2015, avec une durée médiane de 4 ans" (soit la moitié des réfugiés dans le monde avait passé 4 ans ou plus en exil). Ils ont énuméré les problèmes créés par un long exil: "Avec le temps, le manque temporaire d'éducation se transforme en analphabétisme, les pressions sur les services sociaux ou urbains affaiblissent progressivement les systèmes et la réponse humanitaire finit par devenir financièrement insoutenable." <http://documents.worldbank.org/curated/en/549261472764700982/pdf/WPS7810.pdf>

Technologie. La *MIT Technology Review* a publié un article sur l'utilisation de la blockchain par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour distribuer "l'argent contre nourriture à plus de 100 000 réfugiés syriens en Jordanie". L'exécutif du PAM qui gère le projet a déclaré qu'il espère développer le portefeuille numérique "de données qui pourraient permettre aux réfugiés de stocker leurs documents vitaux en ligne sous forme cryptée, expliquant, "les réfugiés syriens utilisant un tel système pourraient récupérer les identités juridiques qui ont été perdues avec leurs documents et leurs biens quand ils ont fui leurs maisons." <https://www.technologyreview.com/s/610806/inside-the-jordan-refugee-camp-that-runs-on-blockchain/>

Seconde Guerre mondiale. En réponse à une demande d'un professeur de l'Université des sciences médicales de Shiga, les Archives nationales japonaises ont dévoilé pour la première fois un document officiel contenant les noms de 3 607 personnes membres de l'Unité 731, "une branche notoire de l'armée impériale japonaise qui a mené des expériences meurtrières sur des civils chinois dans les années 1930 et 1940 alors qu'il cherchait à développer des armes chimiques et biologiques", a rapporté *The Guardian*. Le document est daté du 1er janvier 1945 et énumère "les noms, les rangs et les coordonnées de plus de 1000 médecins de l'armée, ainsi que des dizaines de médecins, chirurgiens, infirmières et ingénieurs." <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/17/japan-unit-731-imperial-army-second-world-war>

Un historien polonais naviguant sur eBay a trouvé deux dossiers de d'archives d'origine allemande, tous deux marqués "secret", datant de l'automne 1939, contenant des plans et des cartes "détaillant des cibles potentielles" à Varsovie et 100 photographies de bâtiments détruits "dans ce qui semble être une évaluation par les Allemands de leurs plans", a rapporté *The Telegraph*. Les historiens polonais ont déclaré que les documents suggèrent que "les nazis avaient d'emblée l'intention d'infliger le maximum de pertes civiles et de perturber la vie civile." <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/04/12/nazi-plans-total-destruction-warsaw-found-ebay/>

Le musée de la photographie de Berlin procède au traitement des archives personnelles de Leni Riefenstahl, le cinéaste controversé du régime nazi, décédé en 2003. Les "700 boîtes" d'archives de ce fonds comprennent "des photographies, des films, des lettres, des documents, même son costume de plongée et ses robes, ainsi que des boîtes de rouleaux de films datant des années 1920", a rapporté *The Guardian*. Un biographe de Riefenstahl a dit qu'"elle était sceptique quant aux enseignements historiques tirés de ce fonds en raison de la quantité d'archives que Riefenstahl a elle-même détruites après 1945." <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/24/berlin-museum-offers-glimpse-of-leni-riefenstahl-estate>

Un historien spécialisé dans l'histoire de la médecine de l'Université de médecine de Vienne publia un article dans la revue *Molecular Autism* dans lequel il affirmait que le pédiatre Hans Asperger, à qui l'on attribue le syndrome d'Asperger (une forme d'autisme), participait activement au régime nazi, contribuant activement au programme d'euthanasie du Troisième Reich et soutenant le concept d'hygiène raciale en estimant certains enfants indignes de vivre." Le chercheur a utilisé "des documents provenant d'archives d'État, y compris les dossiers personnels d'Asperger et les dossiers de patients", dans ce que les rédacteurs de la revue appelaient "recherche méticuleuse", a rapporté *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/19/hans-asperger-aided-and-supported-nazi-programme-study-says>

Nouvelles Bilatérales et multilatérales.

Al-Qaeda/Inde. Samiun Rahman est jugé à New Delhi pour “actes terroristes”, a rapporté *India Today*. L'Agence Nationale d'Investigation allègue que c'est un membre britannique d'Al-Qaïda, qui a été “chargé d'établir sa base dans le sous-continent indien.” La “feuille d'accusation” comprend “un total de 536 chats récupérés à partir de Telegram et d'autres applications de messageries cryptées qu'il a utilisées pour rester en contact avec des associés en Inde, au Bangladesh, en Syrie et dans d'autres pays.” “L'émir d'Al-Qaïda dans le sous-continent” a lancé un appel audio aux musulmans pour qu'ils “lancent le djihad contre les hindous.” <https://www.indiatoday.in/india/story/rohingya-terror-suspect-reveals-al-qaeda-s-india-plan-1210255-2018-04-12>; <https://www.indiatoday.in/india/story/exclusive-ias-ips-officers-on-al-qaeda-kill-list-1218667-2018-04-24>

Belgique / Rwanda. Le directeur général du Musée royal de l'Afrique centrale de Belgique a déclaré à *The East African* que le musée allait, au cours des deux prochaines années, numériser les archives relatives au Rwanda et donner les copies numériques à Kigali; cependant, “certains documents privés nécessiteront une autorisation spéciale de la Commission belge de la vie privée” avant le transfert, comme ceux impliquant des “enfants issus de mariages mixtes”. Les archives en Belgique comprennent “10 millions d'exemplaires d'archives allemandes, 65 millions d'exemplaires relatives au Rwanda-Burundi, comme protectorat de la Belgique, leurs services territoriaux et administratifs et les archives des instituts de recherche à l'époque coloniale.” <http://www.theeastafrican.co.ke/news/Belgium-to-return-Rwandan-files-in-2-years/2558-4361162-r5rf62z/index.html> <http://allafrica.com/stories/201803280457.html>

Bolivie / États-Unis. Les troubles civils en Bolivie ont culminé en septembre et octobre 2003 lorsque l'armée bolivienne a tué au moins 50 citoyens et blessé des centaines d'autres. Le président, Gonzalo Sanchez de Lozada, et le ministre de la Défense, José Carlos Sanchez Berzain, ont fui aux États-Unis. En 2007, les familles des Boliviens tués dans les troubles ont intenté une action en justice contre eux devant un tribunal de district fédéral américain en vertu de la loi *Alien Tort*. Après dix ans de procédures judiciaires, le jury a jugé que l'ancien président et le ministre de la Défense étaient responsables des exécutions extrajudiciaires perpétrées par l'armée bolivienne en septembre et octobre 2003. Les plaignants se sont vus infliger des dommages-intérêts compensatoires totalisant 10 millions de dollars. C'est la “première fois dans l'histoire américaine qu'un ancien chef d'Etat s'est assis devant son accusateur dans un procès des droits de l'homme aux Etats-Unis”, a rapporté *Eurasia Review*. Les deux accusés ont demandé au juge d'infirmier la conclusion du jury. http://www.eurasiareview.com/04042018-jury-finds-former-bolivian-president-and-defense-minister-responsible-for-extrajudicial-killings-of-indigenous-people/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Canada / Vatican. “La Conférence des évêques catholiques du Canada a affirmé ces dernières semaines que le pape François ne pouvait pas répondre personnellement à la demande de la Commission Vérité et Réconciliation pour des excuses au sujet des pensionnats, selon laquelle l'église catholique elle-même ne pouvait être blâmée.” Toutefois, *CBC News* a obtenu des documents que la Police provinciale de l'Ontario a saisis lors d'une descente des bureaux des Oblats de Marie Immaculée à Ottawa en 1995, y compris une note adressée à la direction de l'Ordre à Rome. “Les records de la Police provinciale de l'Ontario ainsi que les archives historiques révèlent que la hiérarchie catholique au Canada, depuis le cardinal jusqu'à l'évêque, était profondément impliquée dans les pensionnats et que ses empreintes se retrouvent même dans l'*Indian Act*.” <http://www.cbc.ca/news/indigenous/residential-schools-letters-catholic-hierarchy-1.4635275>

Anciennes colonies des Caraïbes / Royaume-Uni. Après la Seconde Guerre mondiale, les résidents des colonies britanniques des Caraïbes ont migré vers le Royaume-Uni et l'ont aidé à se reconstruire. Le premier navire transportant ces colons fut l'*Empire Windrush* qui arriva en juin 1948, et les migrants d'alors jusqu'en 1971 sont appelés la «génération Windrush». Aujourd'hui, jusqu'à 50 000 Britanniques d'origine caribéenne «luttent pour obtenir des droits de citoyenneté – et pour certains se voient refuser l'accès aux soins de santé ou ne pas être autorisés à rentrer au Royaume-Uni après des visites familiales - par des fonctionnaires du Home Office exigeant qu'ils prouvent leur droit de rester au Royaume-Uni”, a rapporté *The Telegraph*. Les «cartes d'atterrissage» des passagers aideraient à prouver le statut des immigrants et de leurs descendants, mais en 2010 le ministère de l'Intérieur les a détruites, en disant que la décision avait été prise pour des raisons de protection des données. Les Archives nationales conservent des registres d'arrivée des passagers de la fin du XIXe siècle à 1960, ce qui aidera une partie de la population de Windrush. Alors que l'indignation suscitée par la destruction des cartes de débarquement grandissait, les Archives Culturelles Noires exhortaient le gouvernement à lui transférer

des documents si les archives centrales ne pouvaient plus les détenir. <https://www.standard.co.uk/news/uk/black-cultural-archives-urge-government-to-hand-over-important-documents-to-avoid-second-windrush-a3819081.html>; <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/apr/17/home-office-destroyed-windrush-landing-cards-says-ex-staffer>; <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/04/21/shipping-landing-lists-back-windrush-migrants-case/>

France / Tunisie. Soixante historiens tunisiens ont dénoncé l'interprétation des documents d'archives par la Commission Vérité et Dignité, affirmant que l'utilisation sélective des archives a créé une "fausse vérité" sur les relations économiques entre la France et la Tunisie à l'ère de l'indépendance. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2018. <http://www.webdo.tn/2018/03/22/ben-sedrine-a-manipule-archives-de-lindependance-selon-historiens-tunisiens/>

Israël / Liban. Les archives militaires israéliennes "ont publié un nombre important de documents relatifs aux premier et deuxième désastres de Tyr au Liban", a rapporté le *Jerusalem Post*. Israël a envahi le Liban en juin 1982 et, le 11 novembre, le bâtiment du siège des forces israéliennes à Tyr s'est effondré, tuant 91 personnes, dont 15 Libanais qui avaient été arrêtés par les forces israéliennes. La deuxième catastrophe de Tyr a été un attentat suicide à la voiture piégée qui a fait 60 morts, dont 31 détenus. Le vice-ministre israélien de la Défense a déclaré que "les familles ont désormais accès à la grande majorité des documents" relatifs aux enquêtes sur les incidents, notant que les familles "savaient généralement ce qui s'était passé mais n'ont jamais reçu tous les documents ou rapports." <http://www.jpost.com/Israel-News/Defense-Ministry-publishes-archive-of-1980s-Tyre-blasts-in-Lebanon-550129>

Amérique Latine. L'Institut Igarape, un ONG basée en Argentine, a publié une étude sur les homicides en Amérique Latine. Utilisant les données provenant du Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, et des polices nationales, des ministères de l'Intérieur, de la justice, de la Santé, des offices nationaux de statistiques et des instituts nationaux de médecine légale et médico-légales," l'ensemble des données de l'Institut a montré que "l'Amérique Latine représente seulement 8% de la population mondiale, mais 33% des homicides." Le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela "représentent un quart de tous les meurtres sur terre" et "plus d'un tiers de toutes les sud-Américains victimes d'un crime violent en 2016." <https://igarape.org.br/en/latin-america-is-the-worlds-most-violent-region-a-new-report-investigates-why/>; <https://www.economist.com/news/briefing/21739954-latin-americas-violent-crime-and-ways-dealing-it-have-lessons-rest>

Liberia / États-Unis. Un tribunal fédéral américain a condamné le criminel de guerre Mahammed Jabbateh à 30 ans de prison après qu'un jury l'a reconnu coupable de "fraude dans ses documents d'immigration américains et s'est parjuré pendant ses entretiens d'immigration" en niant ses "activités criminelles en tant que rebelle de haut rang" comme commandant pendant la première guerre civile libérienne au début des années 1990. " Au cours de son procès en octobre 2017, 23 témoins ont témoigné au sujet de Jabbateh et de la guerre. L'*International Justice Monitor* a déclaré: "Le témoignage était significatif parce que c'était la première fois que quelqu'un était tenu responsable des crimes commis pendant la première guerre civile au Libéria et que les victimes avaient eu l'occasion de raconter leurs histoires dans une salle d'audience." Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, octobre 2017. https://www.ijmonitor.org/2018/04/liberian-war-criminal-jungle-jabbah-sentenced-to-30-years-imprisonment/?utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=0495c824c8-international-justice-news&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffeffb9-0495c824c8-49700673

Lituanie / Russie. En septembre 2017, le parlement lituanien a rejeté un projet de loi qui aurait publié les noms des anciens agents du KGB qui avaient reconnu leur passé; actuellement, l'information est close pendant 75 ans. Selon *The Baltic Times*, dans un rapport sur les menaces à la sécurité nationale présenté en mars, les institutions de renseignement lituaniennes ont déclaré que la sécurité russe visait les fonctionnaires lituaniens qui n'avaient pas déclaré leur collaboration avec le KGB, en utilisant les informations stockées dans les archives russes. Le projet de loi a été réintroduit. <https://www.baltictimes.com/lithuania-s-polish-mp-again-seeks-publishing-info-on-admitted-ex-kgb-agents/>

Guerre du Moyen-Orient. Amnesty International a déclaré dans un rapport que "les femmes soupçonnées d'avoir des liens avec le groupe militant de l'État islamique souffrent atrocement d'exploitation sexuelle et de discrimination dans les camps de réfugiés irakiens." La Fondation Thomson Reuters a déclaré que plusieurs autres organisations de défense des droits de l'homme travaillant en Iraq ont confirmé ces abus, ajoutant: "Beaucoup courent des risques supplémentaires si elles sont analphabètes et ne savent pas comment obtenir des documents d'identité pour avoir accès à l'aide

gouvernementale ou à l'aide alimentaire. ” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, février 2018. <http://news.trust.org/item/20180417000141-32ve6/>

Utilisant des records d'une "cache de quelque 700 000 records qui ont été passés clandestinement hors de Syrie par des transfuges, activistes et autres et méticuleusement collectés par le Comité pour la justice internationale et la responsabilité, qui veut constituer des cas de crimes de guerre contre le gouvernement", les juristes de la famille de Marie Colvin, journaliste tuée lors d'un barrage d'artillerie en Syrie en 2012, ont déposé une plainte pour mort injustifiée contre le gouvernement syrien et neuf responsables de la sécurité syrienne, a rapporté le *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/04/09/world/middleeast/syria-marie-colvin-death.html>

Philippines / États-Unis. Des équipes de chercheurs philippins scannent les archives de la collection des Archives philippines aux Archives nationales des États-Unis. Les archives relatives à la reconnaissance de l'Unité de guérilla de l'après-Deuxième Guerre mondiale permettent aux familles de "localiser le dernier endroit où se trouvent les hommes tués qui sont portés disparus", a déclaré un chercheur au *Philippine Daily Inquirer*. Certains héritiers de combattants de la guérilla n'ont pas reçu de pensions d'après-guerre ou d'indemnités pécuniaires de la part du conseil qui a reconnu les réclamations des anciens combattants, et les archives peuvent permettre à ces héritiers de présenter une réclamation. Le conseil a cessé ses activités en 2013; le gouvernement devrait créer un nouveau conseil pour traiter d'autres demandes de pension. <http://newsinfo.inquirer.net/981299/more-ph-war-files-not-yet-accessible>; <https://newsinfo.inquirer.net/981049/untold-stories-of-ph-war-heroes-kept-in-us-archives>

Saint-Kitts-et-Nevis / États-Unis. La *Food and Drug Administration* des États-Unis a ouvert une enquête criminelle sur un chercheur d'université américain aujourd'hui décédé, qui a injecté aux États-Unis (en 2013) et à Saint-Kitts-et-Nevis (2016) "un vaccin contre l'herpès non autorisé" rapporté *Kaiser Health News*. La société du professeur, Rational Vaccines, "a déclaré que l'essai de 2016 était un succès - même si on ne sait pas quelles données il a utilisées pour soutenir cette affirmation." https://khn.org/news/fda-launches-criminal-investigation-into-unauthorized-herpes-vaccine-research/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=91f8323149-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-91f8323149-149736437

Nouvelles nationales.

Algérie. Le CICR a remis aux Archives Nationales d'Algérie les copies des 30 000 documents de ses archives relatives au travail du CICR durant la guerre de libération d'Algérie. Merci à Perrine Canavaggio pour cette information. <http://radioalgerie.dz/news/fr/article/20180426/139797.html#.WuLqaeAaGT4.mailto>

Canada. *CBC News* a obtenu des "milliers de pages" des dossiers de la Police provinciale de l'Ontario de 1992 à 1998 concernant des crimes présumés perpétrés au pensionnat St. Anne pour enfants autochtones entre 1941 et 1972. Le gouvernement fédéral a obtenu les dossiers de police de l'Ontario en 2003. Dans une affaire juridique complexe, la Cour supérieure de l'Ontario a forcé le gouvernement à divulguer les dossiers aux survivants de l'école, qui ont conclu qu'ils "perdaient des indemnités parce que les arbitres doutaient de la véracité de leurs réclamations" du fait des dossiers incomplets. Ils veulent que le gouvernement rouvre les plaintes relatives au Processus d'évaluation indépendant qui ont été décidées avant la divulgation des dossiers de la police. <https://newsinteractives.cbc.ca/longform/st-anne-residential-school-opp-documents>

Après avoir félicité le Canada pour ses mesures visant à protéger les droits des femmes et à lutter contre la violence, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes (VAW), en visite au Canada, a déclaré: "Je voudrais noter que j'ai reçu des données générales officielles sur la violence contre les femmes, mais il y a un manque de données comparables sur les formes spécifiques de violence et les assassinats de femmes ou de féminicides liés au sexe, ce qui serait nécessaire pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves." <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22981&LangID=E>

La province du Nouveau Brunswick a annoncé, "Effectif le 1er Avril, les adultes adoptés et les parents de naissance qui ont eu un enfant placé pour adoption seront en mesure de demander l'accès à

Dans un reportage de *CBC News* sur ce qui pourrait être la plus longue demande jamais faite d'accès à l'information, on a répondu à un chercheur ayant demandé à Bibliothèque et Archives Canada la consultation des dossiers de l'enquête de 1993-2003 de la Gendarmerie royale montée du Canada relative au blanchiment d'argent et à la corruption publique que ces archives deviendraient publiques dans 80 années. <http://www.cbc.ca/news/politics/rcmp-access-information-money-laundering-legault-dagg-delay-extension-1.4616137>

Chine. Le Parti communiste a adopté la “loi de protection des héros et des martyrs” le 27 avril, qui érige en infraction pénale toute dénégation, diffamation, profanation ou déni des actes et des esprits des héros et des martyrs, ou louange ou embellissement des invasions,” citant l'agence de presse officielle Xinhua. *DW* a ajouté: “La loi découle d'un cas de 2016, lorsqu'un tribunal de Beijing a ordonné à un historien de s'excuser pour deux essais écrits en 2013 qui remettaient en question l'histoire des Cinq Héros de la Montagne Langya - des soldats communistes qui ont sauté d'un sommet d'une montagne au lieu de se rendre aux troupes japonaises – si cela s'était vraiment passé.” La loi est susceptible de changer les recherches effectuées dans les archives. <http://www.dw.com/en/china-criminalizes-defamation-of-revolutionary-heroes/a-43563461?maca=en-rss-en-all-1573-rdf>

Colombie. Le 12 mars, le secrétaire exécutif de la Juridiction Spéciale pour la Paix (SJP), l'instance chargée de juger les affaires issues de la longue guerre civile colombienne contre le groupe de guérilla des FARC, a donné l'ordre de transférer la responsabilité de la protection des archives de l'ancien Département administratif de la sécurité (DAS) au SJP. L'ordre “n'a pas été bien reçu par tous les juges,” mais plus de 60 organisations des droits de l'homme et individus ont fait une annonce publique soutenant l'ordre, a rapporté *El Espectador*. Les archives du DAS sont stockées dans une salle aux archives nationales. https://www.elespectador.com/noticias/judicial/60-organizaciones-de-ddhh-respaldan-peticion-de-medidas-cautelares-archivos-del-das-articulo-747917?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=2ba5d52d2b-EMAIL_Newsletter_April_2018&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-2ba5d52d2b-225732189

Danemark. Selon *Politiken*, bien que la loi danoise stipule que “les informations personnelles sensibles doivent être détruites 15 ans” après avoir été obtenues par le service de sécurité de la police, la police a “transféré une quantité inconnue de données dans une base de données secrète”, la qualifiant de “destruction logique”. Un avocat d'Amnesty International a déclaré: “C'est orwellien que d'appeler cela une “suppression logique”, car ce n'est à la fois ni logique ni une suppression.” Malgré l'exigence de suppression, les archives nationales ont déterminé que certaines informations étaient valables. La police n'a pas transféré les documents aux archives, apparemment pour des raisons de sécurité. <https://www.thelocal.dk/20180403/danish-police-security-held-kept-deleted-data-in-secret-archive-report>

Égypte. Un tribunal a jugé que la compagnie de ciment Titan était “coupable d'avoir pollué l'environnement et violé le droit des habitants voisins à la santé”, a rapporté l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne. Les membres de la communauté vivant près de l'usine ont soumis au tribunal “des dizaines d'images fixes et de vidéos des émissions de la cheminée de l'usine”. Pour le contexte, voir *HRWG News*, Juillet 2107. <https://eipr.org/en/press/2018/03/titan-cement-wadi-al-qamar-convicted-causing-environmental-and-health-harm>

Kosovo. Un procureur de la mission de l'Union européenne (EULEX) a accusé 3 personnes de “trafic d'influence, de fraude et de falsification de documents pour obtenir le statut d'ancien combattant de l'Armée de libération du Kosovo”, a rapporté *BIRN*. Le processus de vérification du statut, qui, s'il réussit, conduit à des avantages financiers, a été “lourd de difficultés.” http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-charges-three-with-faking-war-veterans-documents-04-18-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=e52a22bee1-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-e52a22bee1-319755321

Libye. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport sur “la détention arbitraire et illégale en Libye”. Les informations contenues dans ce rapport sont fondées sur la surveillance des prisons et autres lieux de détention par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye ainsi que sur un large éventail de sources” et “dossiers médicaux et de police, rapports médico-légaux, documents judiciaires et preuves photographiques et audiovisuelles.” Le rapport indique que “les groupes armés de tous les côtés ont rassemblé des opposants présumés ” et la prise d'otages est “commune”. En octobre 2017, les prisons officielles détenaient environ 6 500 personnes, “tandis que des milliers d'autres prisonniers” étaient détenus dans d'autres établissements “réputés pour leur torture endémique et d'autres violations ou abus des droits de l'homme”. http://www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/AbuseBehindBarsArbitraryUnlawful_EN.pdf

Mexique. Dans un rapport alarmant, l'Observatoire National des Féminicides a déclaré que, sur la base d'informations provenant de 25 États, 8 904 femmes ont été assassinées entre 2014 et 2017, mais seulement 24% des décès ont fait l'objet d'une enquête policière. L'Observatoire a déploré le manque d'action et d'informations sur les crimes. <http://observatoriofemicidiomexico.org.mx/comunicado/comunicado-impera-dolo-e-impunidad-en-los-feminicidios-en-mexico/>

Pakistan. Selon le ministère fédéral des Droits de l'Homme, au moins 936 corps de personnes “disparues”, souvent mutilées et portant des traces de torture, ont été retrouvés au Baloutchistan depuis 2011, indiquant des exécutions extrajudiciaires à grande échelle par des organismes publics et leurs mandataires, a rapporté *South Asia Intelligence Review*. “The International Voice for Baloch Missing Persons” a déclaré avoir enregistré 1 200 cas de cadavres jetés” et a déclaré que de nombreux meurtres de ce type “ne sont pas documentés”. Après que la Commission des droits de l'homme a publié son rapport annuel qui mettait en lumière une augmentation des disparitions forcées, “des hommes armés sont ensuite entrés dans la maison de Maryam Hassan, la rédactrice du rapport, et pris des ordinateurs portables, des téléphones portables et des clés USB et l'ont interrogée sur son travail,” a rapporté *CrisisWatch*. http://www.satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-16-No-44:https://www.crisisgroup.org/crisiswatch?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=0e9599b059-EMAIL_CAMPAIGN_2018_05_02&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-0e9599b059-359425329#overview

Pérou. Au moins 300 000 femmes ont été stérilisées de force pendant la présidence d'Alberto Fujimori (1990-2000), et “les données officielles indiquent que 18 femmes sont mortes à la suite de la procédure”, a rapporté *telesur*. Un cas précédent contre le gouvernement a échoué, mais maintenant les familles de 5 des femmes qui sont mortes ont déposé de nouvelles accusations. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* , mai 2017. https://www.telesurtv.net/english/news/Perus-Fujimori-Faces-New-Charges-Over-Forced-Sterilizations-20180426-0026.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Russie. Yuri A. Dmitriev, historien russe et directeur du groupe non gouvernemental des droits de l'homme Memorial dans la région de Carélie, a été acquitté des accusations de pédopornographie, a rapporté *The Weekly Standard*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, avril 2017. <https://www.weeklystandard.com/priscilla-m-jensen/show-trial-ends-in-acquittal-for-russian-activist-yuri-alexeyevich-dmitriev>

Le Musée de l'Histoire du Goulag a ouvert un centre d'archives à Moscou pour “aider les descendants à découvrir le sort des membres de leurs familles” qui ont été envoyés dans les camps de travaux forcés. Le centre “abrite une bibliothèque, une carte interactive des camps du goulag accessibles sur des écrans d'ordinateur et un fonds d'archive croissante d'interviews de victimes et de descendants, et potentiellement même d'anciens gardiens de prison”, rapporte *The Art Newspaper*. L'information dans le centre “provient de la base de données de Memorial”, et le centre “travaillera avec les archives gouvernementales pour ajouter des informations”. Cela sera difficile car de nombreux documents pertinents sont détenus par le ministère de l'Intérieur et le ministère fédéral de la Sécurité, successeurs de la police secrète de Staline, qui ont perpétré les répressions. “Une autre complication est que, depuis 2014, Memorial a été soumis aux restrictions du gouvernement en tant qu’“agent étranger””. <https://www.theartnewspaper.com/news/moscow-museum-opens-gulag-archives>

Utilisant des données “récemment publiées par la Cour suprême russe”, un spécialiste des crimes extrémistes pour le centre de surveillance non gouvernemental SOVA a constaté qu’ “environ 95% de toutes les accusations d'extrémisme portées par des fonctionnaires russes implique des publications en

ligne de toutes sortes sur l'Internet,” a rapporte *Eurasia Review*. http://www.eurasiareview.com/29042018-95-percent-of-extremism-charges-in-russia-arise-from-internet-postings-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Afrique du Sud. En 2016, les Archives sud-africaines d'histoire (SAHA) ont interjeté appel devant la Haute Cour de Johannesburg à propos du rejet d'une demande d'accès à l'information pour les dossiers de la Banque de réserve sud-africaine concernant 6 personnes “soupçonnées d'être impliquées dans des sanctions par les Nations Unies” contre l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud. Le tribunal a rejeté l'appel et a ordonné à la SAHA de payer des frais de justice d'environ 2,7 millions de Rand. SAHA “fait maintenant face à une possible faillite”, écrit le *Mail and Guardian*. SAHA a fait appel. <https://mg.co.za/article/2018-04-03-court-order-could-bankrupt-south-african-heritage-archive>

L'affaire SAHA a été déposée au nom de Hennie van Vuuren, directeur d'Open Secrets, une “institution spécialisée sur la responsabilité pour les crimes économiques et les violations des droits de l'homme”. Dans une interview avec *HuffPost SA*, il a discuté de la nécessité et du processus de déclassification des documents de l'ère de l'apartheid. <https://mg.co.za/article/2018-04-03-court-order-could-bankrupt-south-african-heritage-archive>

Espagne. L'Institut de la culture militaire et de l'histoire a appliqué rétroactivement la loi sur les secrets officiels de 1968 et a fermé, à compter du 1er avril, tous les documents de l'armée marqués “secret” ou “réservé”, indépendamment de leur âge ou origine. Antonio Gonzalez Quintana, membre du HRWG et chef des archives militaires de 1994 à 2003, a déclaré à *El Pais* que la décision était “incroyable” et “dépourvue de tout fondement juridique ou juridique”. Après les protestations d'historiens, d'archivistes et d'associations archivistiques en Espagne, l'armée a révoqué la décision mais a annoncé une procédure spéciale pour consulter les documents classés avant 1968. Pour suivre la campagne contre les nouvelles restrictions, consultez le compte Twitter #SecretosLosJustos ou #ArchivosMilitares. Merci à Antonio pour l'explication et les liens. https://politica.elpais.com/politica/2018/04/11/actualidad/1523475242_646436.html?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=2ba5d52d2b-EMAIL_Newsletter_April_2018&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-2ba5d52d2b-225732189; https://politica.elpais.com/politica/2018/04/12/actualidad/1523546195_636962.amp.html?_twitter_impression=true

Suisse. Le gouvernement a publié une version fortement expurgée d'un rapport de 1991 sur un groupe paramilitaire anti-communiste connu sous le nom de P26 qui, selon *The Local*, “fonctionnait en dehors du contrôle gouvernemental”. Un comité parlementaire “continue de chercher” 7 dossiers et 20 dossiers qui ont servi à la préparation du rapport. Le ministre de la Défense a déclaré que le ministère “a transféré tous nos dossiers aux archives nationales” et qu'il n'a aucun document supplémentaire sur le groupe. <https://www.thelocal.ch/20180430/switzerlands-secret-cold-wary-army-missing-files-have-disappeared>

Royaume-Uni. En février, un incendie a détruit un bâtiment abritant les archives d'*Ulster Defence Regiment*, une unité accusée de collusion avec des paramilitaires loyalistes pendant les années de “troubles” en Irlande du Nord. Amnesty International a déclaré au *Belfast Live* que cette destruction “sera sans aucun doute une source d'anxiété pour les familles qui pourraient craindre que d'importants dossiers UDR de l'ère des Troubles aient pu être perdus et ne seraient donc plus disponibles pour aucune enquête historique ou enquête sur la mort d'êtres chers. Le ministère de la Défense devrait indiquer clairement quels documents - le cas échéant - ont été perdus ou endommagés lors de cet incendie. Dans la mesure du possible, il serait préférable que ces archives soient conservées par les Archives nationales à Kew.” <https://www.belfastlive.co.uk/news/belfast-news/fears-ulster-defence-regiment-documents-14582057>

États-Unis. En réponse à une demande d'accès à l'information adressée à l'inspecteur général (IG) du Département de la Sécurité Nationale, *The Intercept* a obtenu des documents de 1 224 plaintes déposées entre 2010 et septembre 2017 «principalement» relatives à des cas d'abus sexuels pendant leur détention. L'IG a enquêté sur 30 de ces plaintes plus 13 autres cas dont les dossiers n'ont pas été fournis. En août dernier, *American Civil Liberties Union* et d'autres ont protesté auprès des Archives nationales au sujet d'un calendrier de conservation des enregistrements du Service de l'immigration et des douanes qui lui permettrait de commencer à détruire les documents relatifs aux abus en détention. *L'Intercept* a signalé que ce calendrier est en cours de révision. Pour le contexte, voir Nouvelles HRWG, août 2017. <https://theintercept.com/2018/04/11/immigration-detention-sexual-abuse-ice-dhs/>

Le Département de la Santé et des Services Humains (HHS) a déclaré au Congrès qu'il avait "perdu la trace de près de 1 500 enfants migrants l'année dernière après qu'une agence gouvernementale avait placé les mineurs chez des parrains adultes dans des communautés à travers le pays", a rapporté *Associated Press*. En utilisant des records de placement, HHS a appelé 7 635 enfants que l'agence avait placés avec des parrains et constaté que 6 075 enfants vivaient encore avec leurs parrains, 28 s'étaient enfuis, cinq avaient été expulsés et 52 vivaient avec quelqu'un d'autre. Le reste manquait." <https://www.apnews.com/a92409ad458742ad952fede5596c36a3>

ProPublica et la *Chronicle of Higher Education* ont publié une enquête sur les enfants menacés par les traitements qui leur ont été prodigués par un pédopsychiatre de l'Université de l'Illinois à Chicago. Ils ont obtenu des "centaines de documents" liés à des études dans lesquelles elle a "violé les règles de recherche en testant le puissant médicament au lithium sur des enfants de moins de 13 ans, même si elle a été informée de ne pas le faire. L'université a remboursé à l'Institut national de santé mentale les 3,1 millions de dollars accordés pour l'étude. https://www.propublica.org/article/university-of-illinois-chicago-mani-pavuluri-3-million-research-breakdown?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=dde7cddac6-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-dde7cddac6-149736437

La Société des Archivistes Américains a écrit au Comité spécial du Sénat américain sur le renseignement pour s'opposer à la nomination du candidat comme directeur de la Central Intelligence Agency. Gina Haspel, la candidate, a été impliquée dans la destruction de documents documentant la torture pendant les interrogatoires de la CIA. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, novembre 2010. <https://www2.archivists.org/news/2018/saa-opposes-haspel-nomination-for-cia-director>

La *Securities and Exchange Commission* (SEC) a publié des directives sur les exigences de conservation des records des fournisseurs tiers de services. La SEC a reconnu que bon nombre des entreprises qu'elle régit utilisent des services commerciaux pour conserver leurs records, que ce soit physiquement ou dans le cloud. La SEC a déclaré que le tiers qui détient les documents a les mêmes obligations de conserver les records que s'ils se trouvaient encore dans les bureaux d'origine et que le «courtier-négociant» avait la responsabilité de s'assurer que le responsable des records connaissait les exigences. Avec de plus en plus d'organisations utilisant des services de gestion externalisée des records, cette opinion est un énoncé utile. <https://www.natlawreview.com/article/sec-confirms-record-retention-requirements-third-party-recordkeeping-services>

Publications. *Les Principes des Nations Unies contre l'impunité: un commentaire*, publiés par Oxford University Press, proposent une analyse principe par principe des Principes des Nations Unies pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité (souvent appelée Principes de Joinet-Orentlicher). Ces Principes sont référencés à la fois dans les "Principes d'accès aux archives" de l'ICA et dans le document de travail de l'ICA "Principes de base sur le rôle des archivistes et des gestionnaires des records à l'appui des droits de l'homme." <https://global.oup.com/academic/product/the-united-nations-principles-to-combat-impunity-a-commentary-9780198743606?cc=ch&lang=en&>

Cambridge University Press a publié en libre accès *Nouvelles technologies pour le droit et la pratique des droits de l'homme*, qui "fournit des idées pratiques et des stratégies pour aborder comment les nouvelles innovations technologiques offrent des opportunités pour promouvoir et protéger les droits de l'homme mais en même temps, elles posent des risques, notamment les problèmes liés à la responsabilité et à la transparence et le rôle des droits de l'homme dans la réglementation des fournisseurs de ces technologies." <https://www.cambridge.org/core/books/new-technologies-for-human-rights-law-and-practice/A6473E8A4F6A9ED12675E54A03318802>

La Conférence de Sedona sollicite des commentaires, jusqu'au 19 juin, sur son projet de Guide d'intervention en cas d'incident. La publication fournit "un guide complet mais pratique pour aider les praticiens et les organisations à faire face à la multitude de problèmes juridiques, techniques et politiques qui surviennent chaque fois qu'une violation de données se produit". <https://www.law.com/legaltechnews/2018/03/29/the-sedona-conference-releases-incident-response-guide-for-public-comment/>

La Cardozo Law School de New York a tenu une table ronde sur l'accès aux archives de la Commission Vérité El Salvador, qui sont conservées dans les archives des Nations Unies. Une vidéo de l'événement est disponible :

<https://cardozolaw.hosted.panopto.com/Panopto/Pages/Viewer.aspx?id=a4314b1e-1225-4559-ae10-a8cb00f4635f>

Bonne lecture: "Regard médico-légal de l'architecture." <https://www.nytimes.com/2018/04/06/arts/design/forensic-architecture-human-rights.html>

Partagez avec nous svp! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme remercie le magazine italien d'archives *Il Mondo degli Archivi* pour la distribution des Nouvelles HRWG. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)